

**Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse**  
Division de Bar-le-Duc  
14 rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer \_ CS 70542  
55 013 Bar-le-Duc Cedex

Bar-le-Duc, le 7 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16 novembre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**IVRV (Wellman)**

Zone Industrielle de Regret

55100 Verdun

Références : EK/473-2023  
Code AIOT : 0003014418

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 novembre 2023 dans l'établissement IVRV (Wellman) implanté Zone d'activité Latrie 55220 Les Souhesmes-Rampont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IVRV (Wellman)
- Zone d'activité Latrie 55220 Les Souhesmes-Rampont
- Code AIOT : 0003014418
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IVRV exploite une unité de valorisation de déchets de plastiques sur le territoire de la commune de LES-SOUHESMES-RAMPONT.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance des rejets dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 2.3.1	Lettre de suite de l'inspection	1 mois
3	Bruit	Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 4.1.2	Lettre de suite de l'inspection	1 mois
5	Entretien des	Arrêté Ministériel du	Lettre de suite de l'inspection	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	dispositifs de traitement	02/02/1998, article 43-II		
6	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 5.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
8	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 3.3.1	Lettre de suite de l'inspection	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 1.6	Sans objet
4	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 3.2.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités sur le thème de la gestion de la ressource en eau et des conditions de stockage sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 1.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Implantation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les parois extérieures des halls sont éloignées de plus de 20m des limites de l'enceinte de l'établissement. Les silos de stockage extérieur sont situés à plus de 10 mètres du hall de stockage des big-bags
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les parois extérieures des halls sont visiblement éloignées de plus de 20m des limites de l'enceinte de l'établissement et que les silos de stockage extérieurs sont visiblement situés à plus de 10 mètres du hall de stockage des big-bags.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance initiale des émissions atmosphériques canalisées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de procéder à une caractérisation de ses émissions atmosphériques afin de déterminer la teneur en poussières et la composition des COV (en concentration et flux) rejetés par les conduits associés aux lignes de production.

<p>[...]</p> <p>Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de six mois après la mise en fonctionnement des installations.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que l'installation a été mise en service en septembre 2022.</p> <p>L'exploitant n'a pas procédé à une caractérisation de ses émissions atmosphériques afin de déterminer la teneur en poussières et la composition des COV (en concentration et flux) rejetés par les conduits associés aux lignes de production.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant transmet par courriel à l'inspection en date du 24 novembre 2023 un devis signé pour le prélèvement et l'analyse des rejets atmosphériques incluant une spéciation des COV pour une ligne de production : devis SOCOTEC n°2311EK2L0000071 en date du 23 novembre 2023. La date d'intervention est fixée au 14 décembre 2023.</p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection dès réception les résultats commentés de cette analyse.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite de l'inspection</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 3 : Bruit

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 4.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure initiale des niveaux sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation, et transmise à l'inspection.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation a été mise en service en septembre 2022. L'exploitant n'a pas procédé à une mesure du niveau de bruit et de l'émergence.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant transmet par courriel en date du 24 novembre 2023 un devis signé pour une mesure de bruit : devis SOCOTEC n°2311EK2L0000072 en date du 23 novembre 2023. La date d'intervention est fixée au 14 décembre 2023.</p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre dès réception les résultats commentés de cette analyse à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite de l'inspection</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Protection des milieux aquatiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 3.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux industrielles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux usées industrielles issues du process et du nettoyage des installations ne sont pas rejetées. Elles sont collectées par un réseau spécifique, envoyées vers 2 cuves enterrées de 25 m3 avant évacuation en tant que déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le bordereau de suivi des déchets pour l'évacuation des eaux industrielles réalisée le 20 juillet 2023 : BSD n°2023/035 en date du 20/07/2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Entretien des dispositifs de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien du débourbeur/séparateur à hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectuées à une fréquence adaptée. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection constate que le dispositif de traitement des eaux pluviales en amont du bassin d'infiltration est visiblement saturé en matières en suspension.  L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un protocole d'entretien pour cet équipement.  L'exploitant est tenu de procéder à un nettoyage de son dispositif de traitement des eaux pluviales et de définir un protocole d'entretien.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite de l'inspection
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 6 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage matière
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. La conformité est subordonnée à l'observation préalable des éventuelles prescriptions relatives à l'archéologie préventive.
<b>Constats :</b> L'inspection constate qu'une importante quantité de big-bag de matière plastique est stockée en extérieur et ne respecte ni le volume ni l'emplacement autorisé par l'arrêté préfectoral et prévu par le dossier de l'exploitant.  En particulier l'inspection constate le stockage de big-bag de matière plastique : <ul style="list-style-type: none"><li>- sur toute la partie ouest du site, proche des limites de propriété du site,</li><li>- à proximité des silos de matière première et produit fini,</li><li>- à proximité du local sprinkler.</li></ul> (Voir planche photographique en annexe)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'usine est accessible sur son périmètre. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection constate que le stockage non autorisé de big-bag de matière plastique sur la route

longeant la partie ouest du site ne permet plus la circulation des véhicules de secours.

(Voir planche photographique en annexe)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 8 : Protection de la ressource en eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2022, article 3.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bassin d'infiltration

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales respectent les valeurs limites en concentration :

	Code SANDRE	Concentration limite (mg/l) des eaux infiltrées
MES	1305	35
DCO	1314	75
Hydrocarbures totaux	7009	1

**Constats :**

L'exploitant présente le rapport d'analyse des eaux du "bassin d'infiltration" : rapport Eurofins n°AR-23-YT-011083-01 en date du 21 mars 2023.

L'inspection relève sur ce rapport un dépassement en matière en suspension (MES) ; Valeur relevée de 44 mg/l pour une valeur limite autorisée de 35 mg/l.

L'inspection constate que la concentration en hydrocarbures n'est pas mesurée.

L'exploitant présente le rapport d'analyse des eaux du "bassin d'agrément" : rapport Eurofins n°AR-23-YT-011082-01 en date du 31 mars 2023.

L'inspection constate que la concentration en hydrocarbures n'est pas mesurée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite de l'inspection

**Proposition de délais :** 15 jours